

Rapport moral AG du 21.04.2026

L'état du Système de Santé Publique en France s'est encore dégradé depuis notre dernière AG en Février 2025. La population vieillie, les besoins augmentent et nos gouvernants néolibéraux coupent dans les budgets de la Sécurité Sociale. J'ai entendu dans les informations ce matin, que pour compenser un nouveau déficit de 6 Milliards d'Euros, les dépenses sociales seront de nouveaux amputées.

Les « caisses sont vides » martèlent ceux qui les vident et trouvent néanmoins 36 Md supplémentaires pour la défense d'un claquement de doigts

Simultanément ils poursuivent la lapidation de notre modèle social, notamment de la Sécurité sociale, par une avalanche de mesures comme le décret augmentant les forfaits hospitaliers...,ou en cours : chasse aux arrêts maladie, augmentation des jours de carence, augmentation de la « part de marché » des complémentaires au détriment des remboursements Sécu, suppression du 100 % des ALD, augmentation de ce qui reste à la charge des patients..., fermetures de maternités, fusions d'hôpitaux, de services, fermetures de lits...

Derrière les « on n'a pas le choix » c'est justement une question de choix. En fait la manière dont s'opère ces décisions qui est masquée par une stratégie de tension, de catastrophisme, une avalanche médiatique. Si les investissements faits pour l'armement, pour le nucléaire sont des questions politiques évidentes, ils ne sont jamais soumis à des évaluations démocratiques pour s'interroger sur la situation de la santé, celle de l'éducation et le choix de sacrifier ces derniers pour développer les premiers.

Nos initiatives de terrain permettent de rappeler qu'elles sont les priorités indispensables à nos vies.

3/4 des Français ont déjà renoncé à au moins un acte de soin ces cinq dernières années, parmi les raisons avancées par les répondants : le délai d'attente 59% le budget 40% et la distance 38%. Chiffres de la Fédération Hospitalière de France.

L'hôpital public est malade, l'accès à un médecin ou à un dentiste en ville est de plus en plus compliqué, avec par exemple près de 2 semaines en moyenne pour obtenir un rendez-vous chez un généraliste contre 4 jours en 2019 d'après la Fédération Hospitalière de France, tandis que les dépassements d'honoraires se généralisent.

Devenue une préoccupation majeure de la population, la santé a été au coeur de beaucoup de campagnes municipales. Nombre de listes ont inclus dans leur programme, la mise en place de centres de santé municipaux ou intercommunaux afin de pallier au manque de politique nationale de santé et son abandon au secteur privé.

La progression des déserts médicaux nécessite le développement d'un vrai service public de soins de premier recours autour de centres de santé et des décisions fortes de formation de

personnels soignants. Les hôpitaux doivent avoir les moyens de répondre aux besoins de la population : cela suppose une augmentation des recettes de la Sécurité Sociale.

C'est silence radio du côté du Sénat sur l'avenir de la loi Garot votée par l'Assemblée Nationale. La promulgation de cette loi ne serait pourtant qu'un tout petit pas vers plus d'égalité territoriale pour lutter contre les déserts médicaux. Par contre les annonces ne sont pas réjouissantes : il y aurait un projet de loi de décentralisation qui concernerait les ARS. Ce que l'on en sait actuellement, c'est encore moins de démocratie ! Et le gouvernement a missionné 4 experts sur l'articulation entre la Sécurité Sociale et les complémentaires santé, avec pour but de nouveaux transferts de la sécu vers les complémentaires, inégalitaires. Il va falloir dire plus haut et plus fort que l'argent existe pour augmenter les ressources de la Sécu, pour financer les hôpitaux.

Notre Comité de Défense des Hôpitaux Publics a bien joué son rôle, encore en 2025, son rôle qui consiste à informer la population du bassin dolois sur les politiques de santé locales, régionales et nationales et d'alerter sur les conséquences pour l'accès aux soins de toutes et de tous.

Merci aux membres du bureau, du CA et aux adhérents qui se sont mobilisés.